

La mobilisation politique des chômeurs : un débat avec la sociologie française

Davisson Charles Cangussu de Souza¹

Résumé : Le but principal de cet article est de débattre la mobilisation politique des chômeurs. D'abord on fait une critique des outils d'analyse de la sociologie du chômage française, spécialement celui de «construction sociale» de la catégorie. Ensuite, en discutant avec les auteurs qui montrent les limites de l'organisation des chômeurs, on présente une réflexion sur les luttes qui se sont produites en Argentine à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Enfin, en prenant les contributions du marxisme pour l'analyse de ces questions, on défend la thèse selon laquelle les luttes des chômeurs font partie du mouvement ouvrier et son déclenchement est un processus historique et social ouvert.

Mots clés : 1. Mobilisation politique des chômeurs ; 2. Sociologie des chômeurs ; 3. Sociologie des mouvements sociaux ; 4. Mouvements de chômeurs en Argentine ; 5. Syndicalisme et chômage.

Resumo : O objetivo deste artigo é debater a mobilização política dos desempregados. Primeiramente, faremos uma crítica das ferramentas analíticas da sociologia do desemprego francesa, especialmente a de «construção social» da categoria. Em seguida, discutindo com os autores que apontam os limites da organização dos desempregados, refletiremos sobre as lutas que se desenvolveram na Argentina entre o fim dos anos 1990 e começo dos anos 2000. Finalmente, tomando as contribuições do marxismo para a análise dessas questões, defenderemos a tese segundo a qual os protestos de desempregados fazem parte do movimento operário e seu desencadeamento é um processo histórico e social aberto.

Palavras-chave : 1. Mobilização política de desempregados ; 2. Sociologia dos desempregados ; 3. Sociologia dos movimentos sociais ; 4. Movimentos de desempregados na Argentina ; 5. Sindicalismo e desemprego.

INTRODUCTION

Le but principal de cet article est de débattre la mobilisation politique des chômeurs, en prenant pour exemple les luttes qui se sont produites en Argentine à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Il s'agit d'une présentation des résultats partiels obtenus à partir de la thèse de doctorat que je suis en train de développer sur la relation entre les syndicats et les chômeurs.² La référence théorique et conceptuelle du travail est la sociologie du chômage française, où on trouve la production sociologique la plus affluente sur ce thème, en discutant avec les principales interprétations sur les limites et possibilités des protestes des travailleurs au chômage.

Le texte est divisé en trois parties. D'abord, on présentera une vision critique de l'approche du chômage comme « construction sociale » et on proposera l'utilisation des outils analytiques marxistes pour analyser cette question. Dans une deuxième partie, on récupèrera les principales contributions de la sociologie du chômage pour la problématisation théorique de la mobilisation politique des chômeurs. Enfin, on examinera les spécificités du cas argentin, en présentant quelques éléments trouvés sur le terrain, pour énumérer quelques aspects insuffisants de la bibliographie mentionnée dans la partie antérieure.

¹ Doctorant à l'Université de São Paulo (USP). Courrier électronique : davissonhistoria@yahoo.com.br.

² Le titre de la recherche, initié en 2006, est *Syndicats et mobilisation politique des chômeurs au Brésil et en Argentine*.

I. LE CHÔMAGE COMME CONSTRUCTION SOCIALE ET PROCESUS HISTORIQUE

Il est commun pour les chercheurs de la Sociologie du chômage d'avoir comme première référence dans leurs analyses les travaux de Salais (1999: 1^{er} éd. 1986) et Topalov (1987). Selon ces auteurs, le chômage est le résultat d'une « construction sociale » datée entre la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, dans le contexte de la formation du travail salarié. Cette « invention », encouragée par les institutions administratives chargées du contrôle social sur les travailleurs « sans-emploi », aurait été créée à une époque où ceux-ci étaient confondus avec les « pauvres », les « marginaux », les « indigents » ou les « vagabonds ». Des auteurs de différentes approches méthodologiques se sont appuyés sur cette prémisse, en la prenant comme une « découverte » qui, analysée de manière aprioristique, acquiert le statut de « vérité incontestée ». Dans cet article, on présentera l'hypothèse selon laquelle ce point d'intersection entre les auteurs revient à une espèce de « péché originel », qui limite la réflexion à quelques aspects déterminés du problème.

La notion de « construction sociale » défendue par ces auteurs repose de manière exhaustive sur une question essentiellement terminologique, par exemple quand ils comparent l'utilisation antérieure du verbe français « chômer » à sa définition actuel « moderne ». Dans ce sens, l'analyse devient anachronique, car les auteurs confondent la notion de « construction sociale » de la *catégorie* avec celle-là de « processus historique » d'apparition du chômage comme *problème social concret* de la classe ouvrière. Conséquemment, en mettant l'accent sur les aspects normatifs et institutionnels de cette construction, ils éliminent toute l'objectivité que l'on peut vérifier dans le quotidien des travailleurs depuis les origines du capitalisme. Or, comment la construction de la catégorie chômage pourrait-elle exister sans les chômeurs ?

Les conséquences théoriques et méthodologiques d'une telle approche sont variées, spécialement entre ceux qui l'utilisent sans réfléchir sur les limites de la théorie sociologique dans laquelle elle s'est insérée. Dans cet article, on s'attachera seulement à l'aspect qui nous intéresse le plus : la mobilisation politique des chômeurs. De cette manière, Cohen (2003), par exemple, constate qu'avant l'« invention du chômage » on ne peut pas parler d'« action collective des chômeurs », en déconsidérant par exemple l'histoire du mouvement luddite anglais du début du XIX^{ème} siècle, qui avait pour but principal la lutte contre l'élimination d'emplois provoqué par la mécanisation de l'industrie.

Si le chômage, comme statut juridique et catégorie statistique, est un terme polysémique, cela signifie que sa « construction sociale » est le résultat de mécanismes normatifs et institutionnels circonscrits dans le temps et l'espace. Donc, les aspects sociologiques présents dans cette approche servent de contrepoint aux analyses économistes qui, généralement, l'identifie comme une « donnée objective », dont les mensurations dépendent seulement d'une méthodologie correcte. De plus, cette prémisse est importante pour historiciser l'application du concept pour les instituts de recherche, pour les organismes gouvernementaux que mènent l'assurance chômage, dans les discours politiques et médiatiques, et leurs effets sur le sens commun.³

³ Pour une discussion sur ce thème, voir Demazière (2003, 2006) et Maruani (2002).

Pourtant, cette interprétation présente quelques problèmes analytiques. Si la « construction sociale » du chômage a un lien avec le processus de constitution de la « société salariale » (Castel, 1995), le niveau de formalisation de ce statut est attaché à sa reconnaissance comme « l'autre de l'emploi ». Mais, avec l'« apparition » d'une « zone fluide » entre le chômage, l'inactivité et l'occupation, quelques auteurs parlent de la « déconstruction » de cette catégorie (Gautié, 2000). D'autres utilisent un large répertoire conceptuelle pour expliquer les « nouveaux formes du chômage » (chômage de longue durée, chômage recourant, chômage découragé, etc.)⁴. Néanmoins, si les pays capitalistes périphériques non-industrialisés ne sont pas passés par un processus de salarisation, mais par la constitution des statuts intermédiaires entre l'*emploi formel* et le *chômage frictionnel*, pouvons-nous dire qu'y n'avait pas eu de « construction sociale » du chômage et que cette catégorie n'a pas quelque applicabilité ?

La discussion normative et institutionnelle du chômage et les diverses catégories intermédiaires dans ses « zones frontières » occulte une dimension qui nous semble fondamentale: la dynamique sociale qui la génère. Le concept d'*armée industrielle de réserve* (Marx, 1982) apparaît donc actuel car il appréhende la problématique du point de vue de l'analyse de la structure et des relations de classe. Sans mettre l'accent sur la définition des catégories statistiques, institutionnelles ou sociologiques, telles que la « pauvreté », l'« exclusion », la « marginalité », la « précarité » et le « chômage », le concept de *super population relative* (sous ses formes *fluctuante*, *latente* et *stagnée*) a l'avantage de capter le sens commun de l'immense masse de « population restante » : être « le produit et le levier de l'accumulation capitaliste ».

Cette discussion pose une série de questions qui nous semble fondamentales pour approfondir l'analyse. Du point de vue du capital, l'*armée industrielle de réserve* est une parcelle de la population résiduelle disponible pour les besoins immédiats de l'accumulation. Les chômeurs sont seulement leur couche plus visible. Ces réflexions nous semblent fondamentales pour l'analyse du caractère de classe de la mobilisation politique des chômeurs, pour ses éléments de continuité avec les protestes des travailleurs « occupés » et le processus de reproduction du capitalisme. A partir de ce précédent analytique on peut affirmer que la mobilisation des chômeurs est une partie du mouvement ouvrier. Pourtant, sa construction est un processus historique ouvert dans la lutte de classes. L'identification de ces aspects nous permet d'éloigner des apriorismes qui voient les limites de la mobilisation politique de manière déterministe et a-historique. On verra ensuite comment la bibliographie française analyse le thème.

II. LA MOBILISATION POLITIQUE DES CHÔMEURS COMME PROBLÈME THÉORIQUE

Dans ce travail on adopte le concept de *mobilisation politique* en opposition auquel de *mobilisation ou action collective*, qui part de l'idée selon laquelle ni tout mobilisation poursuit une dimension politique, c'est-à-dire, un caractère de classe, en lui séparant de ses aspects social, culturel et symbolique. Cette interprétation présente une conception restrictive de l'action politique et de relations de pouvoir, en les délimitant au champ institutionnel de l'appareil d'Etat et des structures partisans. Dans ce sens on utilise ce répertoire analytique en opposition à la tradition sociologique initié dans les années 1960 qui, en déclarant la fin de

⁴ Pour une synthèse de ce débat et de la bibliographie, voir Demazière (2006).

luttons de classes: (i) affirme que les ouvriers, tel que des « anciens » *sujets historiques*, ont été remplacés par des « nouveaux » *acteurs sociaux* (Touraine, 1978); (ii) refuse la centralité du travail comme élément structurante des relations sociales et catégorie sociologique clé (Offe, 1994) ou encore, comme conséquence des deux premières acceptions ; (iii) dit que le mouvement ouvrier et syndical aurait entré en déclin à cause de la disparation du prolétariat (Gorz, 1982).

La sociologie du chômage française débat depuis les années 1980 sur les limites de la *mobilisation politique* des chômeurs. Les différentes interprétations correspondent à la position des auteurs autour des principales théories de la sociologie des mouvements sociaux. Ainsi, on trouve dans la bibliographie aussi bien celles qui s'approchent de quelques interprétations classiques de la discipline (*mobilisation des ressources / nouveaux mouvements sociaux / structure des opportunités politiques*) que les approches plus actuelles qui donnent la priorité au statut de la construction identitaire et symbolique.⁵ C'est n'est pas l'objectif de cette article de faire un parcours historique de ces différents courants interprétatifs. Néanmoins, il convient de faire un bref bilan des principales questions traitées par les auteurs sur la mobilisation politique des chômeurs.

L'analyse de cette question s'est développée en France pendant l'apparition des quelques protestes des chômeurs dans ce pays. En 1983, on trouve le Syndicat des Chômeurs, une expérience qui apparaît avec quelque force mais qui perdent leur poids politique au long de la décade. Dans ce contexte, en l'absence des événements de grande répercussion, les analyses traitaient exclusivement de la caractérisation des « impossibilités structurelles » ou des « limites » de la constitution des mobilisations des chômeurs. Avec la croissance du chômage, il apparaît quatre associations pendant les années 1990: l'Agir ensemble contre le Chômage (AC !), le Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP), l'Association pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité (APEIS) et les Comités des Chômeurs de la Confédération Générale du Travail (CGT), une des principales centrales syndicales du pays.⁶ L'événement plus important vécu par ces organisations a été le « mouvement de l'hiver 1997-1998 ». Dans ce période, les chômeurs occupent des bureaux de l'Association pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce (Assedic), institution qui, avec l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), administre le payement de l'assurance chômage. A partir de ce mouvement, les analystes commencent à aborder des questions comme les facteurs qui permettent l'émergence des luttons, les difficultés quotidiennes des organisations, les processus d'engagement individuel, etc.

L'analyse de la mobilisation politique des chômeurs désignent quatre types de limites de sa construction: (i) morphologiques et sociaux ; (ii) psychologiques et identitaires ; (iii) politique-idéologiques et; (iv) normatif-institutionnels. On résumera désormais les principaux arguments de ces interprétations. Parmi les éléments qui rendent difficile la mobilisation des chômeurs intervient la constitution morphologique et sociale du groupe, essentiellement hétérogène pour agrouper des différents « statuts sociaux ». Conséquemment à ce facteur, vu comme « structurel », le chômage est vécu de différentes manières, ce qui provoque l'isolement social des individus, qui cherchent des stratégies individuelles pour échapper au problème.

⁵ Pour une analyse systématique des différentes interprétations, consulter Neveu (1996).

⁶ Sur ces différents mouvements, voir Aguiton (1998), Bourneau, Martin (1993), Hoareau (1998) et Pagat (1987).

En résumé, on peut dire que les éléments psychologiques et identitaires se réfèrent à la difficulté d'assomption de la condition d'être au chômage, traitée par les précurseurs de l'analyse sociologique du thème comme une condition humiliante (Lazarsfeld, 1981: 1^{er}. éd. 1931; Ledrut, 1966). En conséquence, l'« épreuve du chômage » (Schnapper: 1994, 1^{er}. éd. 1981) provoquerait la « désocialisation » et serait un des facteurs qui rend difficile la construction d'une identité collective qui est, en principe, essentiellement négative.

Ces deux thèses sont partagées par tous les auteurs qui analysent la question (Demazière, 1996 ; Fillieule, 1993 ; Galland, Louis, 1981 ; Pignoni, 1994). Pourtant, c'est dans le travail de Demazière (1996) que l'on peut trouver les deux autres arguments supra cités. D'un côté, c'est l'aspect politique-idéologique, qui peut être synthétisé au travers de la thèse de la dépolitisation du chômage. L'auteur analyse comment la question est présentée dans les médias et dans les discours officiels des gouvernements, qui attribuent la responsabilité individuelle aux chômeurs, vus comme des « fainéants » et « vagabonds », ou comme des « inemployables » et « inadaptés » aux exigences du marché du travail, qui profitent du système d'assurance-chômage sans faire des efforts pour chercher un travail. Ainsi, la « révolte » et l'« indignation » sont remplacées par le « défaut personnel » et l'« auto-culpabilisation », qui contribuent à rendre plus difficile encore la construction d'un « lien collectif », en mettant des barrières au « sentiment d'injustice sociale » nécessaire pour la mobilisation. D'un autre côté, on aurait aussi l'aspect normatif-institutionnel présent spécialement dans la manière dont se configure la catégorisation sociale et la construction juridique du chômage. Principaux responsables de ce processus, les institutions qui administrent le système d'assurance-chômage tendent à créer des statuts intermédiaires, tels que celui de « demandeur d'emploi » ou « faux chômeur », ce qui rend malaisée la compréhension du problème par les individus et les séparent en deux groupes isolés qui difficilement pourraient construire une lutte en commun. On présentera ensuite quelques arguments critiques à ceux interprétations.

Les arguments morphologiques et sociaux font « table rase » des possibilités de mobilisation politique des chômeurs, car ils ont pour référence un « modèle unique » de luttes sociales qui vient d'une idée romantique et idéalisée du passé du mouvement ouvrier et syndical. Selon Galland et Louis (1981), par exemple, le premier facteur de la démobilisation des chômeurs est l'atomisation et l'hétérogénéité de cette population, ce qui rend difficile la « construction d'une vision unitaire », l'« identification du problème et d'ennemie », et l'« homogénéité des revendications », considérées comme des préalables de la mobilisation. D'abord on peut dire que le caractère hétérogène n'est pas particulier aux chômeurs, mais il est commun à tous les groupes sociaux. De plus, le concept d'hétérogénéité est toujours relatif et dans certaines circonstances le mouvement ouvrier et syndical est aussi très hétérogène. Enfin, on c'est possible argumenter qu'un groupe apparemment « homogène » peuvent ne pas construire une mobilisation.

Ces auteurs ont comme point de départ la critique d'apriorisme et du dualisme du modèle d'Olson d'analyse des mouvements sociaux pour expliquer l'absence d'organisation collective des chômeurs. D'un côté ils se réfèrent au manque de « sous-produits » et de « coercition » dans les interprétations de ce courant ; d'un autre côté, à la dualité entre les comportements « intéressés » et « altruistes » pour expliquer la mobilisation. Ensuite, ils proposent un autre modèle dont la question de l'identité (« moyens sociaux de la reconnaissance ») devient centrale. En valorisant les intérêts et le pouvoir comme une partie du cadre de relations sociales qui guident les actions individuelles et collectives, les auteurs ne considèrent même pas la question du prestige et de la domination. Néanmoins, ils adoptent le

même procédé aprioristique que celui de la *théorie de l'action rationnelle* en considérant la construction de l'identité autour des chômeurs comme une condition préalable de l'organisation (« élément indispensable de son déclenchement »), en opposant de manière dichotomique « porteurs » et « non porteurs » de cette reconnaissance. Dans ce sens, ces deux théories, tel que les utilisations simplistes du concept marxiste de « conscience de classe », font de « table rase » des sujets sociaux. Ainsi, « intéressés » et « altruistes » ; « porteurs » et « non-porteurs » ; « conscients » et « aliénés » ne sont que des variantes d'une même ligne sociologique dichotomique, qui pense les possibilités d'action sociale comme des paires d'opposés homogènes, appréhensibles à partir d'une logique de classification cohérente, où il n'y a pas d'espace pour la contradiction.

A partir du fondement central du texte, selon lequel la construction d'une identité collective est un préalable à la mobilisation, on pourrait argumenter qu'une mobilisation des chômeurs n'est pas possible sans la construction d'une identité collective de chômeurs. Néanmoins, on peut dire aussi que les chômeurs ne se mobilisent pas toujours comme chômeurs. Spécialement s'il existe un processus de paupérisation familiale, la revendication typique des chômeurs pour l'emploi apparaissent mélangées avec des « autres » drapeaux, comme des droits sociaux et politiques, des meilleures conditions de vie dans les quartiers, la réduction du temps du travail, un revenu de l'Etat, l'assurance chômage, l'accès à la terre et à l'habitation, et des aides plus urgents, comme des aliments. C'est pour ça qu'on considère que la question centrale c'est celui des revenus familiaux. Dans l'absence ou pas du chômage, la revendication pour un meilleur ou quelque revenu, comme le principal élément qui provoquent la pauvreté (c'est-à-dire, l'insuffisance des moyens de reproduction de la vie en conditions socialement acceptables), peut apparaître dans des divers types de protestes, comme des mouvements de précaires et des sans-papiers, des mouvements des sans-terres et des sans-plafonds et des divers types de révoltes de faim. Dans un seul mot, il s'agit des « mouvements de pauvres » (Piven, Cloward, 1979) ou des couches de la population en processus de paupérisation. C'est le moment quand l'armée industrielle de réserve va à la guerre. Une guerre contre les effets le plus pervers de sa condition de superflue pour les besoins immédiats de la production capitaliste. Une guerre où ce n'est pas possible d'utiliser l'arme classique du mouvement syndical d'interrompre la production des marchandises dans des industries. Dans ce sens, c'est une « intifada », une guerre des pierres contre les forces militaires du capital.

Les expériences concrètes montrent que les mobilisations « des chômeurs » peuvent être construites au travers de diverses identités, où le chômage et la pauvreté apparaissent ensemble sous des différentes formes. Ces observations nous permettent de conclure que, même si « objectivement » on peut constater que certains groupements sont constitués par des « chômeurs », ceux-ci se présentent comme des « précaires », des « sans-plafonds », des « sans-terres », des « pauvres », etc. De plus, comme l'argumente bien Maurer (2003), dans certains contextes, comme celui de « chômage de masse », l'identité construite autour du chômage peut cesser d'être négative pour être acceptée individuellement et par le « sens commun » comme un problème économique, social et politique. On considère aussi que toute la mobilisation des chômeurs n'est pas composée seulement de chômeurs. Il faut établir une différence entre les « mouvements des chômeurs » et les « mouvements contre le chômage », ce dernier pouvant agglutiner divers groupes sociaux « d'indignés » face au problème, tels que des militants de partis, des syndicalistes, des étudiants et des intellectuels. Alors, en résumé, on peut conclure à (i) l'existence de diverses identités dans un seul mouvement ; (ii) la construction d'une identité neutre ou positivement assumé autour du chômage ; (iii) l'organisation du mouvement malgré l'absence d'une définition claire et unique de l'identité collective. Tous ces facteurs nous permettent d'affirmer que la mobilisation politique des

chômeurs est un processus social et historique ouvert qui se construit dans la lutte, toujours exposé à des contradictions et des intérêts de classe et fractions de classe et, pour son lien avec la pauvreté, susceptible à divers types de construction identitaire.

Dans le travail de terrain réalisé en Argentine, on a identifié de multiples possibilités d'autodéfinition identitaire parmi les participants aux agroupements. Certains se définissent comme des « chômeurs », sans le considérer comme une identité négative. D'autres ne veulent pas s'identifier comme des chômeurs, mais comme des « travailleurs sans emploi », en mettent l'accent sur sa situation antérieure de travailleur occupés et son objectif de retourner à cette situation. On verra ensuite comment s'est faite la construction identitaire à partir de la dénomination desdits mouvements, en citant les cas de quelques organisations argentines et aussi du cas français.

En Argentine, la *Federación de Tierra, Vivienda y Habitación* (FTV) apparaît dans les années 1980 comme un mouvement pour l'habitation et de meilleures conditions de vie dans la périphérie de Buenos Aires. Mais à partir de la seconde moitié des années 1990, elle assume la lutte contre le chômage comme principale revendication. Dans les années 2000, elle a retrouvé les luttes territoriales de son origine. On trouve encore le *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados* (MIJD), qui intègre dans le même collectif des chômeurs et des retraités, au-delà des militants qui se dédient spécialement aux secteurs partisans et politique du mouvement. Les divers MTDs (mouvements de travailleurs chômeurs), malgré le nom qu'ils portent, incluent diverses tendances organisatrices, comme des travailleurs sans travail, des expériences de coopérativisme (Solano) et d'autogestion (La Matanza).⁷ Ensuite il y a des courants qui mettent l'accent sur la question de l'organisation « territoriale », telles que le *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL), ou « de quartier », par exemple celui du *Barrios de Pie* (BP). Enfin, on a les mouvements qui viennent de courants de caractère politique-syndical, comme la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC) et le *Polo Obrero* (PO), qui défendent la construction d'une unité entre chômeurs et occupés au travers du travail militant.

En France, on trouve l'AC!, qui ne réunit pas seulement les chômeurs, mais aussi les intellectuels, les étudiants, et d'autres, qui luttent « contre le chômage ». De la même façon, l'APEIS se définit comme un mouvement « pour l'emploi ». On peut observer aussi le cas du MNCP, qui réunit des chômeurs et des précaires et ne construit pas leur identité seulement autour du chômage, mais aussi autour de la précarité des travailleurs occupés. Dernièrement, on a les comités chômeurs de la CGT, dont l'organisation et la structure viennent du mouvement syndical.

A partir de ces observations, on présente l'hypothèse selon laquelle, au contraire d'affirmer que la construction d'une identité collective est une condition préalable à la mobilisation, la mobilisation est possible même dans les groupes qui sont apparemment les plus fluides, hétérogènes et diffus pour construire une identité en commun. Ainsi, vue comme un processus structuré et structurant, on conclut que la mobilisation politique des chômeurs est un espace ouvert et contradictoire, dont les difficultés de constitution, à cause de la simultanéité des différents statuts identitaires, ne peuvent pas être vues comme des barrières insurmontables.

⁷ Almirante Brown, Solano et La Matanza sont des villes du *conurbano bonaerense*, c'est à dire la région métropolitaine de Buenos Aires.

Galland et Louis (1981), au-delà de la thèse de la construction d'une identité collective, défendent l'idée que l'homogénéité du groupe et la solidarité sont des conditions préalables à la mobilisation. Donc, dans le cas des chômeurs ils considèrent difficile la construction d'une identité dont le statut est par principe négatif, et son caractère hétérogène, qui rassemble différents groupes sociaux, qui fait que l'expérience quotidienne soit vécue de manière individualiste, ce qui limite l'« action collective ». Ces paires d'opposés, présentés par les auteurs (identité positif et collective/ identité négatif et individuelle ; homogénéité/ hétérogénéité ; solidarité/ individualisme) ne sont pas des caractéristiques particulières des chômeurs, mais c'est une question historique aussi présente dans le mouvement ouvrier et syndical. Cette interprétation, tel comme l'idée de « fragmentation de la classe ouvrière » défendu par Claus Offe (1994), part de l'illusion d'un « âge d'or » de la société industrielle et des mobilisations ouvrières, vues comme un bloc homogène, dont la solidarité était construite pour des luttes avec des objectifs communs.⁸

Il est possible d'ajouter quelques mots sur les troisième et quatrième arguments présentés spécialement par Demazière (1996), qu'on a définis comme « politique et idéologique » et « normative et institutionnel ». Or, si la manière dont le chômage apparaît politiquement et idéologiquement dans les discours officiels et médiatiques est un facteur conditionnant de la mobilisation, on peut argumenter que le travail du militant est un processus ouvert de déconstruction de ces idées.

Dans ce sens, Fillieule (1993) donne une contribution significative, car en séparant les déterminants individuels et collectifs de la mobilisation, il ouvre un espace pour les facteurs subjectifs mais aussi pour l'analyse de conjoncture. En se différenciant des théories psychosociologiques et structurelles, l'auteur propose un modèle qui met l'accent sur la détermination des facteurs de participation. Ainsi, il examine les « perceptions » du « potentiel mobilisable » et du « travail de manipulation symbolique » en fonction des contextes sociopolitiques dans lesquels les mouvements s'insèrent, identifiés comme la « structure des opportunités politiques ». A partir d'une étude de cas sur la tentative de consolidation d'un syndicat des chômeurs qui a eu lieu en France entre 1981 et 1989, il n'analyse pas les obstacles de la mobilisation, mais il se préoccupe de l'« activation des facteurs de participation ». En conséquence, en analysant les « aspects cognitifs de la perte d'emploi », l'auteur montre comment l'acquisition et la manipulation de « ressources symboliques » ont pu modifier l'interprétation des sans-emploi sur leur situation.

Enfin, il y a les facteurs normatif-institutionnels qui limitent la mobilisation politique des chômeurs. On reviendra ici sur les critiques déjà faites sur le concept de « construction sociale » du chômage. On a déjà argumenté que si le statut de chômeur dépend de la « reconnaissance sociale » des institutions qui régulent l'assurance chômage, dans les pays où le rôle de ce mécanisme est faible la constitution des facteurs normatifs devient déficitaire. Donc, celui-ci ne peut pas être porteur d'un facteur de mobilisation, car ceux qui « objectivement » n'ont pas d'emploi sont susceptibles d'accéder à d'autres statuts intermédiaires. On trouve alors un paradoxe qui nous conduit aux questions suivantes : (i) est-ce que la mobilisation politique des chômeurs est moins probable quand leur statut est plus fluide ?; (ii) dans ce contexte, d'autres types de luttes sociales existeraient-elles autour des zones d'intersection entre l'« emploi », le « chômage » et l'« inactivité » ?; (iii) ou doit-on considérer les protestes des « chômeurs », ou des sans-travail, comme des « mouvements de

⁸ Pour une vision critique de cet auteur, consulter Boito (2003).

pauvres » (Piven, Cloward, 1979), tel comme les mouvements des précaires, des sans-terre, des sans-plafond, des sans-papier, etc., baptisés pour la sociologie française récemment comme des « mouvements des sans »?; (iii) néanmoins, si dans l'intérieur des mouvements « des chômeurs » la construction identitaire autour de la catégorie ne se présente pas comme claire et bien délimitée, comment peut-on définir en quoi se constitue une mobilisation politique des chômeurs ? Dans ce texte on n'analysera pas profondément ces questions, car elles sont des défis théoriques pour lesquels on est encore en train de développer. On retournera alors à la discussion centrale.

On a vu que l'analyse des facteurs préalables à la mobilisation politique est pensée par plusieurs auteurs de manière aprioristique. De plus, une question de fond présentée dans certaines approches est la déconsidération de l'analyse historique de large escale. On pourrait déduire de celle-ci, à partir de la simple constatation que dans autres contextes les chômeurs se sont déjà mobilisés⁹, que les limites d'une telle mobilisation ne sont pas structurelles ou, dit d'une autre façon, elles ne peuvent pas être vues comme des barrières insurmontables.

Au-delà du mouvement luddite de la première moitié du XIXème siècle en Angleterre auquel se réfère Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* (1974), analysé par Thompson dans *La formation de la classe ouvrière anglaise* (1993) on a aussi les protestations des années 1880 en France (Lécerf, 1992), les mobilisations qui se sont passées en Europe et aux Etats-Unis dans les années 1930 (Ziegler, 1980), et dans les pays industrialisés périphériques, comme l'Argentine (Carrera ; Fernadéz, 2007). Dans les derniers décades il apparaît des protestes des chômeurs dans des divers pays d'Europe, comme France (Demazière, Pignoni, 2003), Espagne (Bérout, 2007), Belgique (Faniel, 2006a, 2006b), Italie (Pignoni, 2006) et Irlande (Royall, 1995, 2007).

Après les protestes de décembre 1997 et janvier 1998 en France, les auteurs commencent à faire attention à d'autres questions. Il apparait quelques travaux sur la construction des différents mouvements (Demazière, Pignoni, 2003 ; Cohen, 2003) et le processus d'engagement individuel (Maurer, 2003). Toutefois, si l'attention pour les facteurs préalables et les limites de la mobilisation a provoqué une ample production théorique, le même ne s'est pas passé avec une question qui nous semble fondamentale : comment l'apparition des mouvements chômeurs est-elle possible? On va réfléchir sur ce thème ensuite à partir d'une analyse du cas des luttes sociales récentes en Argentine.

III. MOUVEMENT OUVRIER ET MOBILISATION POLITIQUE DES CHÔMEURS EN ARGENTINE

L'hypothèse que l'on va présenter dans cette partie prétend que les mobilisations des chômeurs qui se sont déroulées en Argentine, à partir de la seconde moitié des années 1990, implique quelques questions théoriques et conceptuelles que les auteurs mentionnés dans la partie antérieure n'ont pas développées. Pour réfléchir sur de tels aspects, on va faire un exercice de dialogue avec la bibliographie déjà mentionnée, afin d'avancer dans la réflexion. Avant, néanmoins, on va présenter quelques aspects du contexte de ces luttes.

⁹ Pour une référence historique des mouvements de chômeurs à partir de ces arguments, voir Demazière et Pignoni (2003).

L'intensification des politiques néolibérales en Argentine pendant le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999) et la restructuration des entreprises capitalistes, spécialement à partir des années 1990, ont modifié la composition de la classe ouvrière argentine. Le changement le plus notable dans ce sens a été l'expressive croissance de l'armée industrielle de réserve, dans un pays qui serait passé pendant le XXème siècle par un processus significatif de salarisation et urbanisation, et aurait convaincu jusqu'à ce moment avec des baisses taux de « chômage ouvert ».

Pendant les années 1990, malgré la continuité du mouvement syndical et des grèves comme les principales formes et instruments de luttes, il a apparu diverses protestes, parmi lesquelles on peut trouver des mobilisations des chômeurs dans tout le pays. Les marques fondamentales de ces luttes sont les *cortes de ruta* qui se sont passés à Cutral-Co et Plaza Huincul, dans la région de Neuquén, en 1996, et General Mosconi et Tartagal, en Salta, en 1997. Ces villes avaient leur économie basée sur le pétrole, monopolisé par la *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF), principale entreprise d'Etat, privatisée en 1993, pendant la première gestion de Carlos Menem. Après la privatisation, dans les années suivantes il a eu des plans de licenciement volontaire. Les travailleurs licenciés commencent à introduire les blocages de routes (*cortes de ruta*) comme méthode de résistance. Avec le chômage croissant dans la région, les résidents de la ville aussi s'organisent au travers de mutines populaires (*puebladas*).

A partir de ce contexte, le poids politique que les mobilisations des chômeurs ont acquis dans l'ensemble des luttes sociales en Argentine fut nouveau dans l'histoire du pays. On trouve des références qui mentionnent des organisations de ce type depuis les années 1890 et 1930 (Carrera, Fernández, 2007). D'ailleurs, la bibliographie consultée indique que le caractère massif et national de ce mouvement a été inédit. Néanmoins, ce mouvement peut être considéré comme tel quand il s'est constitué dans le *conurbano bonaerense*, au travers de la diffusion de leur outil de lutte le plus adopté : le piquet. Le plus grand justificatif pour son utilisation est que les travailleurs au chômage, sans la possibilité d'arrêter la production des marchandises dans les entreprises, comme se passe dans la lutte syndicale, paralysent sa circulation dans les avenues et les routes

Comment explique-t-on l'apparition des organisations des chômeurs en Argentine ? Les auteurs consultés se divisent entre deux interprétations opposées. Selon quelques chercheurs, ces organisations n'ont pu que se constituer parce que ses représentants ont décidé d'agir hors et en opposition à la structure syndicale traditionnelle, en majorité attaché au *Partido Justicialista* (PJ), et peuvent être considérés des expressions des « nouveaux mouvements sociaux » à cause de la disparition du syndicalisme comme acteur central (Korol, 2003; Seoani, 2002; Pereyra, Svampa, 2003; Zibechi, 2003).

D'autres considèrent la mobilisation des chômeurs en Argentine comme une expression d'un cycle de luttes qui commence en 1993, avec la *pueblada* réalisée à Santiago del Estero, jusqu'au *Argentinazo*, en décembre 2001 (Carreira, Cotarelo, 2004; Klachko, 2007), dont le rôle central des syndicats peut être attesté par la persistance des salariés como principaux sujets de la rebelion du période (Carrera, 2001), ce qui renforce la persistance de la centralité du « mouvement ouvrier » dans l'analyse des luttes populaires.

Pour réfléchir sur ce thème et dialoguer avec cette bibliographie, on a réalisé quelques entretiens avec des dirigeants de quelques-uns des principaux mouvements du pays : la *Federación de Tierra, Vivienda y Habitat* (FTV), le *Polo Obrero* (PO), le *Movimiento*

Independiente de Jubilados y Desocupados (MIJD), le *Movimiento de Trabajadores Desocupados* (MTD) de Solano, le *Barrios de Pie* (BP), la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC), le *Movimiento de Desocupados* (MTD) de La Matanza e le *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL).

Le choix de ces mouvements s'est constitué à partir des critères suivants : (a) les plus grandes organisations en nombre de participants et extension territoriale (CCC, FTV); (b) le lien institutionnel avec les centrales syndicales (FTV) ou l'action dans le mouvement syndical (CCC, PO); (c) la diversité de courants idéologiques, spécialement parmi lesquelles qui possèdent de filiation de partis (MIJD, PO, CCC, MTL, BP) et; (d) l'autodénomination comme indépendants des partis et syndicats (MTD-Solano y MTD-La Matanza). A partir de ce matériel de recherche, on présentera une analyse partielle des données collectées qui vont soutenir les principales hypothèses du travail. Les questions qui ont conduit les entretiens ont porté sur la formation, le parcours, la dynamique de fonctionnement, les principaux objectifs et outils de luttes adoptés par les mouvements, mais aussi sur le profil de leurs militants. Dans ce texte, on va analyser la réponse que les dirigeants ont donné à la question de comment a été possible l'apparition des organisations de chômeurs en Argentine.

La première question que l'on a considérée importante était de vérifier les expériences de luttes préalables de leurs militants. Les interviewés ont montré les aspects suivantes: (i) les expériences préalables des militants sont très variables; (ii) le poids des expériences préalables de militantisme politique et syndical est peu important parmi des militants de base; (iii) la majorité de la base est composée par des « nouveaux militants » sans expérience préalable; (iv) le groupe social plus représentatif est celui de la femme au foyer et, de manière croissante, celui des jeunes.

Néanmoins, pour différencier le processus d'engagement individuel du processus de constitution du mouvement, on les a questionnés sur la trajectoire politique du noyau fondateur. Il est apparu les situations suivantes: (i) le cas particulier de la FTV, qui existait déjà avant son lien avec la *Central de Trabajadores de la Argentina* (CTA) et n'a pas eu de militants d'origine syndicale dans le noyau fondateur, malgré qu'il a acquis caractère massif et national à partir du lien avec la central; (ii) le cas spécifique de la CCC, qui, avant d'organiser les chômeurs, s'est constitué déjà comme un courant politique partisan et syndical et qui, dans son noyau fondateur, n'a pas eu d'influence des militants qui se sont venus du syndicalisme ; (iii) le cas du MTL, du PO et du BP qui, malgré ses origines politiques et partisans (le premier vient du *Partido Comunista*, le second du *Partido Obrero* et le dernier, du mouvement *Patria Libre*, et), la lutte syndicale est constitutive du mouvement : le premier se réfère à la composition du noyau fondateur, composé par des militants avec de l'expérience syndicale ; le seconde affirme que l'organisation a commencé à agir dans les quartiers à partir de militants provenant du syndicalisme ; le troisième, par son lien avec la CTA au début du mouvement ; (iv) il y a encore le cas du MIJD, qui ne reconnaît pas l'origine syndicale dans son noyau fondateur, malgré que l'interviewé ait affirmé que lui-même avait été dirigeant syndical : (iv) enfin, le MTD-Matanza et le MTD-Solano qui, bien qu'ils soient des mouvements de petite base territoriale, ils symbolisent l'importance des expériences préalables de lutte syndicale autour du noyau fondateur des mouvements de chômeurs de manière générale.

Dans ce sens, on trouve dans la recherche la même conclusion que celle de Klachko (2007), selon laquelle les mouvements de chômeurs concentrés dans le grand Buenos Aires

“[...] se sont consolidées comme des organisations stables pour l’initiative des organisations ou militants politiques et syndicaux de gauche ou centre-gauche, soit dans leur courant national, péroniste, trotskiste, communiste, ou des militants ou ex-militants avec des expériences politiques d’autres conjonctures” (p. 231, *traduction de l’auteur*).

Pourtant, au-delà d’une réflexion sur les *expériences de lutte* des militants de base, mais aussi sur le noyau originaire des organisations, on a demandé aux interviewés leurs interprétations sur le processus de constitution des mouvements de chômeurs en Argentine. Sont apparus les arguments suivants : (i) la construction de ces mouvements a été possible seulement parce que ils se sont constitués hors et en opposition aux syndicats; (ii) le mouvement syndical a été fondamental pour que quelques mouvements acquièrent caractère massif et national; (iii) de manière générale, ont été importantes les expériences préalables de lutte politique-partisane, syndicale et territorial, au sein du noyau fondateur ; et, enfin (iv) la « tradition d’organisation de la classe ouvrière » a été « transférée » à la mobilisation des chômeurs.

A partir de ce dernier point, on va réfléchir sur la question à laquelle les auteurs français donnent peu d’attention : le lien de la mobilisation politique des chômeurs avec le mouvement ouvrier et syndical. La question sur laquelle on part est la suivante : si le statut social du chômage est un processus de catégorisation sociale attaché à son opposé – l’emploi, dans quel sens peut-on établir des liens entre les limites et possibilités des luttes des chômeurs et les outils des luttes des travailleurs employés construits autour du mouvement ouvrier et syndical ? Pour le cas argentin, on présentera l’hypothèse selon laquelle la *tradition de lutte* syndicale est une des composantes fondamentales du cadre explicatif de la constitution des mouvements de chômeurs dans le pays.¹⁰ Avant d’avancer cette analyse, néanmoins, on fera une brève réflexion sur l’effective participation des entités syndicales dans les mouvements, et après on résumera les principaux déploiements collectés.

Parmi les facteurs explicatifs du fait que les syndicats n’auraient pas été protagonistes du processus de constitution des mouvements de chômeurs, les interviewés mentionnent l’alliance entre la *Confederación General del Trabajo* (CGT) et le gouvernement de Menem et le pouvoir économique qu’il a concentré pendant les années 1990, comme résultat de cette liaison. Celle-ci est la position partagée par plusieurs analystes, selon lesquels, devant l’élimination de postes de travaux et des « réformes de marché » instituées dans cette période, la politique hégémonique de la principale centrale du pays – la CGT – a été une politique « d’adaptation ». Selon cet argument, cette alliance historique avec le « péronisme » et le *Partido Justicialista* a été déterminante. Ceci a limité leur opposition aux politiques contraires aux intérêts des travailleurs qui viennent d’être adoptées (Murillo, 1997; Bosoer, González, 1999). Un des interviewés dit que les « les syndicalistes sont des entrepreneurs » et que la direction syndicale est « corruptrice et éloignée des besoins des travailleurs ». Pour cette raison, il argumente que difficilement les syndicats défendront les demandes des travailleurs car ils font partie d’ « espace de pouvoir économique ».¹¹

Le positionnement officiel de la CGT devant le gouvernement de Menem est une des clés explicatives du processus de ruptures qui s’est développé pendant les années 1990 dans le syndicalisme argentin. C’est à partir de la discordance autour de l’orientation hégémonique de

¹⁰ Dans un autre article on a développé cet argument à partir de la théorie de la protestation sociale de l’historien britannique Geroge Rudé. Voir Souza (2009) et Rudé (1982).

¹¹ Interviewé 1.

cette centrale qu'un groupe dissident fonde en 1992 la CTA¹², qui défend un modèle syndical alternatif, basé sur la filiation directe de ses membres, l'autonomie politique des gouvernements et des partis politiques, et la démocratie pleine d'organisation. A partir du concept de « mouvement social et politique », cette centrale mettait l'accent sur l'opposition aux politiques néolibérales qui étaient en train de se développer et l'ouverture à la représentation des autres groupes sociaux, tels que ceux des chômeurs.

Il faut dire que la CGT concentrait dans cette période les syndicats des secteurs les plus affectés par l'élimination de postes au long des années 1990. Néanmoins, il n'y a pas eu d'actions significatives réalisées par la centrale devant des licenciements de masse effectués par les entreprises. De plus, on a vérifié aussi qu'au delà de ne pas avoir démontrée de résistance aux licenciements, la centrale n'a pas adopté l'articulation avec les chômeurs comme une stratégie de combat contre le chômage.

Au contraire, la CTA a investie la représentation des chômeurs comme une partie de sa politique. Après les premiers *cortes de ruta* réalisés dans la grande Buenos Aires, il apparut une alliance avec la FTV, qui avait été fondée en 1983 dans le but de revendiquer l'habitation dans la périphérie de la région métropolitaine. Officiellement, l'entité a été incorporée à la structure organisatrice de la centrale en 1996, ce qui a contribué à ce qu'elle acquiert un caractère massif et national.

Néanmoins, si le cas de la FTV/CTA n'est pas la règle et si la contribution du syndicalisme et les expériences de luttes syndicales préalables des militants ne sont importantes que parmi les membres du noyau fondateur, où le syndicalisme joue-t-il le rôle le plus important dans l'apparition de ces organisations ? On vérifiera dans les réponses des interviewés où se trouve le poids du mouvement ouvrier et syndical dans l'ensemble des luttes sociales en Argentine.

Selon un dirigeant, « [...] plusieurs des cadres qui organisent le mouvement de chômeurs viennent des communautés ecclésiastiques de base, ou des partis de gauche, ou des occupations de terres ».¹³ Pour lui, cette pratique antérieure d'organisation territoriale, spécialement à La Matanza, espèce d'épicentre du mouvement dans le *conurbano bonaerense*, a été un des aspects les plus significatifs pour la constitution des mouvements de chômeurs. Par ailleurs, un autre interviewé affirme que ces mobilisations en Argentine sont apparues à partir d'une « crise institutionnelle » que vivaient les syndicats à cause de la « corruption » et du manque de propositions devant les politiques néolibérales qui étaient en marche, en particulier les privatisations. Selon le militant, il y avait un espace « vide » produit par la « méfiance » et le « discrédit » de la direction politique et syndicale.¹⁴

Toutefois, ce qui nous a semblé le plus significatif pour l'analyse est l'argument selon lequel le mouvement de chômeurs « reprend la large tradition ouvrière et l'influence socialiste, communiste et anarchiste du début du siècle passé transférées au mouvement de chômeurs ».¹⁵ Un interviewé présente une interprétation qui considère les deux questions mentionnés. D'un côté, il affirme que, dans un contexte d'« abandon des syndicats formels à tout travailleur chômeur », il apparaît une « organisation indépendante ». Dans l'autre côté, il

¹² Pour un cadre plus ample des différences entre les deux centrales pendant cette période, voir Carrera, Donaire (2002).

¹³ Interviewé 3.

¹⁴ Interviewé 1.

¹⁵ Interviewé 2.

ne dénie pas les expériences préalables de lutte de la classe ouvrière argentine comme une des questions explicatives de l'apparition des mouvements de chômeurs. Selon ce dirigeant, il faut considérer « la grande tradition d'organisation de la classe ouvrière parce que beaucoup de leaders du mouvement *piquetero* étaient des ouvriers qui se sont trouvés au chômage et ont employé leur tradition d'organisation ouvrière quand ils sont devenus chômeurs ». Il dit encore que « [...] le plus important est venu des ouvriers eux-mêmes qui avaient l'expérience collective de travailleurs organisés dans leur nouvelle situation de chômeurs ». Néanmoins, il reconnaît que les syndicats n'ont pas joué un rôle significatif quand les mouvements sont apparus. Au contraire, il affirme que, malgré l'importance de l'expérience de lutte syndicale préalable des travailleurs, les syndicats se sont opposés à la création des mouvements. Enfin, il faut ressortir que « le mouvement de chômeurs est absolument indépendant des syndicats » et « s'est constitué hors de l'appareil syndical ».¹⁶

On présente l'entretien qui a synthétisé le meilleur des arguments suscités par les interviewés de manière générale. Selon le militant,

« [...] notre pays a une grande organisation syndicale qui a laissé dans la tête de ceux qui sont devenus chômeurs, par exemple, que pour avoir ce dont on a besoin il faut s'associer avec des semblables. [...] Se réunir avec les partenaires est un registre dans la *mémoire historique* qui a beaucoup aidé quand on est devenu au chômage. »¹⁷

Il n'est pas possible d'associer de manière directe et mécanique *expérience préalable* de militance syndicale et *mobilisation politique* des chômeurs, malgré l'importance de cette liaison parmi le noyau originaire et diffuseur, dans le cas des mouvements qui ont une filiation syndicale ou un travail de base dans les syndicats ou encore parmi ceux qui s'opposent au modèle de politique syndicale du pays. Il n'y a pas été le but de cet article de réfléchir sur différentes possibilités d'engagement individuel, ce qui conduirait à une compilation de cas particuliers ou à une typologie qui retracerait des trajectoires de vie sans mentionner l'histoire préalable de luttes sociales du pays et ses particularités institutionnelles.

De cette façon, il faut s'éloigner des analyses spontanéistes, qui ne se réfèrent pas à la formation des « nouveaux contingents » comme un processus social et historique. A partir du modèle de Fillieule (1993), qui nous semble celui qui avance le plus dans ce sens, on pourrait recourir à l'argument selon lequel la formation des nouveaux cadres militants résulte d'un travail de « manipulation symbolique » des organisations, en accord avec le contexte dans lequel ils s'insèrent. Les protestes des chômeurs en Argentine s'insèrent dans un *cycle de luttes* qui tient pour origine une *tradition de lutte* et d'organisation de la classe ouvrière, dans laquelle le syndicalisme joue un rôle fondamental, qui a été transféré à cette couche « non syndicalisable ». Il faut dire quelques mots sur les particularités des institutions syndicales argentines.

Après un passé colonial de plus de trois siècles, la modernisation technologique dépendante demeure un des aspects centraux de la formation socioéconomique argentine. Néanmoins, malgré sa subordination structurelle aux intérêts du capitalisme central, depuis le début du XX^e siècle le pays passe par un important processus d'industrialisation sous le modèle de substitution des importations et une urbanisation accélérée.

¹⁶ Interviewé 4.

¹⁷ Interviewé 5.

Selon Carrera (2006), si on compare avec d'autres pays latino-américains le développement du capitalisme argentin a été « précoce », car depuis la fin du XIX^{ème} siècle, « [...] plus de la moitié de la population se trouvait dans la position de *prolétariat* ou *semi prolétariat* » (p. 71). On peut affirmer encore que désormais le mouvement ouvrier organisé syndicalement joue un rôle central dans l'ensemble des luttes sociales. Pour cette raison, il constitue un élément central de la vie politique argentine jusqu'à aujourd'hui. (Carrera, Donaire, 2002). Comment-peut-on expliquer cette continuité?

Pour construire les arguments, on s'est appuyé sur quelques études classiques de la sociologie argentine sur les origines du péronisme et ses liaisons avec le syndicalisme (Del Campo, 2005; Di Tella, 1997; Doyon, 2006; Murmis, Portantiero, 2004). Toutefois, on est parti de la thèse pionnière de Murmis et Portantiero (2004), selon lesquels la structure syndicale argentine a été créée dans un contexte où le mouvement ouvrier avait déjà construit des expériences de lutte significatives, et le pays avait déjà un haut niveau d'industrialisation. Dans ce contexte, les bases légitimatrices du pouvoir de Juan Domingos Perón (1946-1955) ont été constituées par un processus d'alliances avec les syndicats, qui désormais sont devenus une institution présente dans la vie politique quotidienne de l'Argentine à travers un rôle négociateur du « pacte social » entre des travailleurs, de gouvernement et des entrepreneurs.

Le syndicalisme argentin est basé sur un modèle dont des caractéristiques centrales sont la reconnaissance juridique de l'Etat et le monopole représentation et de contribution financière. Pourtant, au-delà de ces aspects institutionnels et quelques-uns de ses effets les plus récurrents – bureaucratisation, cupulisme, assistencialisme – l'organisation syndicale argentine a provoqué des expériences de luttes et une tradition de luttes très particulières parmi les pays capitalistes périphériques. En mettant l'accent sur ces caractéristiques, si on compare le syndicalisme argentin avec celui du Brésil, on trouve d'importantes différences organisatrices.

Les syndicats de l'Argentine et du Brésil sont uniques, mais dans le premier il y a une tendance de représentativité municipale et dans le second, nationale. D'ailleurs, si au Brésil les centrales syndicales ne sont pas reconnues légalement comme une partie de la structure syndicale, ceci est un élément constituant du syndicalisme argentin.¹⁸ Ainsi, on peut affirmer qu'il y a un poids historique très fort des centrales syndicales en Argentine. Présentes depuis le début du XX^{ème} siècle dans la vie politique du pays, elles ont une importante liaison avec les origines du péronisme, élément marquant et persistant des relations de classe parmi le gouvernement, le capital national et la classe ouvrière.

En considérant les expériences d'organisations des syndicats argentins, on a vérifié aussi que dans des différents contextes les centrales syndicales argentines ont joué un rôle central dans la convocation de *grèves générales*, un outil de lutte peu présent dans la *tradition de luttes* et d'organisation du mouvement ouvrier et syndical brésilien. A partir de cette observation, on peut conclure sur la plus grande fragmentation du syndicalisme brésilien. Au contraire, le syndicalisme argentin a eu des expériences de luttes plus unifiées.

La représentation au lieu de travail est un autre élément important à considérer dans l'analyse. Dans le cas brésilien, l'organisation de la base n'est devenue garanti que par la Constitution de 1988, mais sans la garantie de stabilité de ses membres. Néanmoins, celle-ci n'a pas créé

¹⁸ Il faut rappeler que la centrale la plus ancienne du Brésil en activité est la CUT, créée en 1984, et en Argentine c'est la CGT, fondée en 1930.

de mécanismes pour leur consolidation, comme la stabilité des représentants. Au contraire, en Argentine il y a une structure organisatrice de commissions internes et de délégués syndicaux avec de forts pouvoirs de mobilisation et de convocation, ce qui nous permet d'affirmer l'existence d'une importante participation dans l'activité syndicale par les travailleurs.

A partir de ces formulations, on peut conclure que les *expériences de lutte* préalables du mouvement ouvrier et syndical et la *tradition de luttes* et d'organisation de la classe ouvrière sont des éléments décisifs pour la compréhension des luttes des chômeurs. Dans le cas argentin, on peut affirmer que l'aspect insurrectionnel dans le pays, dont l'expression syndicale est l'utilisation récurrente de la grève générale, constitue un outil d'une classe ouvrière qui jusqu'aux années 1990 avait un taux de chômage faible. Si ce n'est pas le seul et exclusif facteur explicatif, on ne peut l'abandonner.

CONCLUSION

En opposition aux principales approches présentes dans la bibliographie, on a récupéré les concepts d'*armée industrielle de réserve* de Marx pour évaluer le caractère de classe du chômage et sa fonctionnalité dans la dynamique d'accumulation capitaliste. On a présenté aussi l'hypothèse selon laquelle les luttes sociales des chômeurs, malgré les spécificités qui touchent tous les groupes sociaux, affrontent des problèmes d'organisation pareils à ceux du mouvement ouvrier. Ceci nous a éloigné des interprétations aprioristiques sur ce thème qui argumentent sur les limites de la constitution de ce type de lutte de manière déterministe et a-historique. Au contraire, on voit toutes les mobilisations politiques comme un processus social et historique ouvert qui, bien que daté et circonscrit, ne se construit que dans la lutte. Il est donc fondamental que l'examen des aspects politiques et idéologiques de ces mobilisations ne soit pas considéré séparément des diverses formes et outils de luttes de la classe ouvrière, comme les analyses spontanéistes le font. Dans le cas argentin, le cycle de luttes sociales, les expériences de luttes préalables et la tradition de lutte organisatrice de la classe ouvrière peuvent être considérées des éléments explicatives clés pour le déclenchement des luttes des chômeurs d'un tel poids dans ce pays. Ce sont des aspects que la bibliographie française ne prend pas en compte à cause de l'abandon consensuel de l'analyse des relations de classe. Néanmoins, l'étude de la mobilisation politique des chômeurs ne peut être considérée isolément de l'ensemble des luttes du mouvement ouvrier dont les syndicats demeurent l'acteur central.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGUITON, C. « Le mouvements des chômeurs en France ». *Les Temps Modernes*. Juillet-Août-Septembre, n. 600, 1998.
- BÉROUD, S. La mobilisation des chômeurs en Espagne : la difficile émergence d'un mouvement autonome (1988-2002). In : CHABANET, Didier, FANIEL, Jean. (dir.) *L'Europe du chômage*. Paris : L'Harmattan, Politique européenne, n. 21, hiver 2007, pp. 133-156.
- BOITO JR., A. « A crise do sindicalismo ». In: RAMALHO, J. R.; SANTANA, M. A. *Além da Fábrica: trabalhadoras, sindicatos e a nova questão social*. São Paulo: Boitempo Editorial, 2003, pp. 319-333.

- BOSOER, F.; GONZALEZ, S. S. *El sindicalismo en tiempos de Menem: los Ministros de Trabajo en la primera presidencia de Menem – sindicalismo y Estado (1989-1995)*. Buenos Aires: Corregidor, 1999.
- BOURNEAU, F., MARTIN, V. « Organiser les sans-emploi? L'expérience de l'APEIS dans le Val-de-Marne ». In : FILLEULE, O. (dir.). *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Paris: L'Harmattan, 1993, pp. 157-180.
- DEL CAMPO, H. *Sindicalismo y peronismo: los comienzos de un vínculo perdurable*. Buenos Aires: Siglo veintiuno Editores Argentina, 2005.
- CARRERA, N. I. « El desarrollo del capitalismo argentino y la clase obrera: 1975-2005 ». Buenos Aires: *Cuadernos de cultura*, n. 2, 2006, pp. 70-85.
- CARRERA, N. I. « Las huelgas generales, Argentina 1983-2001: un ejercicio de periodización ». *Pimsa*, Documento de Trabajo n. 33. Buenos Aires, 2001.
- CARRERA, N. I.; COTARELO, M. C. (2004). « Algunos rasgos de la rebelión en Argentina: 1993-2001 ». *Pimsa*, Documento de Trabajo n. 49.
- CARRERA, N. I.; DONAIRE, R. « ¿Qué interés se manifiesta en las centrales sindicales argentinas? ». *Pimsa*, Documento de Trabajo n. 38. Buenos Aires, 2002.
- CARRERA, N. I.; FERNÁNDEZ, F. « El movimiento obrero ante la organización y formas de rebelión de los desocupados: 1930-1935 ». *Mimeo*. Buenos Aires, 2007.
- CASTEL, Robert. *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*. Paris: Fayard, 1995.
- COHEN, V. *Chômage et mobilisation collective: processus de formation et tentatives d'affirmation d'une force protestataire*. Thèse de doctorat de Sociologie, Université de Paris-X, 2003, 427 p.
- DEMAZIÈRE, Didier. « Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ? ». *Esprit*, n. 226, novembre 1996, pp. 12-32.
- DEMAZIÈRE, Didier. *Le chômage : comment peut-on être chômeur ?* Paris : Belin (Perspectives Sociologiques), 2003.
- DEMAZIÈRE, Didier. *Sociologie des chômeurs*. Paris: Éditions La Découverte, 2006.
- DEMAZIÈRE, D.; PIGNONI, M.-T. *Chômeurs: du silence a la révolte. Sociologie d'une action collective*. Paris : Hachette Littératures (Forum), 2003.
- DI TELLA, T. S. « Tendencias recientes en el sindicalismo argentino y brasileño ». In: DI TELLA, T. S.; LUCHINNI, C. (Orgs.). *Elementos de Sociología*. Buenos Aires: Editorial Biblos, 1997.
- DOYON, Louise M. *Perón y los trabajadores: los orígenes del sindicalismo peronista, 1943-1955*. Buenos Aires: Siglo XXI Editora Iberoamericana, 2006.
- ENGELS, F. (1974). *La situación de la clase obrera en Inglaterra*. Buenos Aires: Ediciones Diáspora.
- FANIEL, J. *Les syndicats, le chômage et les chômeurs : raisons et évolution d'une relation complexe*. Thèse de doctorat en sciences politiques, ULB, 2006a.
- FANIEL, J. L'organisation des chômeurs dans les syndicats. *Courrier hebdomadaire*, n° 1929-1930, 2006b.
- FILLEULE, O. « Conscience politique, persuasion et mobilisations des engagements »: l'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1987. In : FILLEULE, O. (dir.). *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*. Paris : L'Harmattan, 1993, p. 137.
- GALLAND, O., LOUIS, M-V. « Chômage et action collective ». *Sociologie du travail*, n° 2, 1981, pp. 173-191.
- GAUTIE, J. « De l'invention du chômage à sa déconstruction ». *Dossier Genèses*, 46, mars 2000, pp. 60-76.

- GORZ, A. *Adeus ao Proletariado*. Rio de Janeiro: Forense, 1982.
- HOAREAU, C. «Marseille 97-98. Entretien». *Les temps modernes*, n° 600, juillet-septembre, 1998, p. 51.
- KLACHKO, P. *La forma de organización emergente del ciclo de la rebelión popular de los '90 en la Argentina*. Thèse (doctorat). Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación, Universidad Nacional de La Plata. La Plata, Argentina, 2007.
- KOROL, C. «Memorias piqueteras». In: UNIVERSIDAD DE LAS MADRES DE PLAZA DE MAYO (Cuadernos de Educación Popular). *Cortando las rutas del petróleo*. Buenos Aires: UPMPM, 2003.
- LAZARFELD, P.; YAHODA, M.; ZEIZEL, H. *Les Chômeurs de Marienthal*. Paris: E. de Minuit, 1981.
- LECERF, E. *La famine des temps modernes: essai sur le chômeur*. Paris: L'Harmattan, 1992.
- LEDROUT, R. *Sociologie du chômage*. Paris: PUF, 1966.
- MARUANI, M. *Les mécomptes du chômage*. Paris: Bayard, 2002.
- MARX, K. *O Capital*. São Paulo: Abril Cultural, 1982.
- MAURER, S. *Les chômeurs en action (décembre 1997 – mars 1998)*. Paris: L'Harmattan, 2003.
- MURILLO, M. V. «La adaptación del sindicalismo argentino a las reformas de mercado en la primera presidencia de Menem». In: *Desarrollo Económico*, n. 147, vol. 37, out-dez, 1997.
- MURMIS, M.; PORTANTIERO, J. C. *Estudios sobre los orígenes del peronismo*. Buenos Aires: Siglo XXI Editores Argentina, 2004.
- NEVEU, E. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte, 1996.
- NUN, J. *Marginalidad y Exclusión Social*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2001.
- OFFE, C. «Trabalho, a categoria sociológica chave?». In: OFFE, C. *Capitalismo Desorganizado*. São Paulo: Brasiliense, 1994.
- PAGAT, M. Entretien. *Temps Modernes*, n°496-497, 1987, pp. 284-285.
- PEREYRA, S.; SVAMPA, M. *Entre la ruta y el barrio: la experiencia de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires: Editorial Biblos, 2003.
- PIGNONI, M.-T. *Desemprego e mobilização de desempregados na França e na Itália*. In: GUIMARÃES, Nadya A., HIRATA, Helena (orgs.). *Desemprego: trajetórias, identidades, mobilizações*. (Série Trabalho e Sociedade). São Paulo: Editora Senac São Paulo, 2006.
- PIGNONI, M.-T. «Silence, on chôme!». *Informations sociales*, n°37, 1994.
- PIVEN, F., CLOWARD, R. A. *Poor people's movements: why they succeed, how they fail*. New York : Vintage Books, 1979.
- ROYALL F. "Problems of collective action for associations of the unemployed in: France and in Ireland", in EDMONDSON R., (ed.), *The Political Context of Collective Action. Power, argumentation and democracy*. Londres, Routledge, 1997.
- ROYALL F. *Mobilisations de chômeurs en Irlande (1985-1995)*. Paris : L'Harmattan, 2005.
- RUDÉ, George. *Ideologia e Protesto Popular*. Rio de Janeiro: Zahar Editores, 1982.
- SALAI, R.; BAVAREZ, N. & REYNAUD, B.: *L'invention du chômage*. Paris: PUF, 1999.
- SCHNAPPER, D. *L'épreuve du chômage*. Paris: Editions Gallimard, 1994 (1^{er}. éd. 1981).
- SEOANI, J. «Crisis de régimen y protesta social en Argentina». México: Instituto de Investigaciones Económicas/ Universidad Nacional Autónoma de México, *Chiapas*, n. 13, 2002, pp. 99-110.
- SOUZA, D. C. C. «Sindicalismo y movimientos de desocupados en Argentina». Buenos Aires, *Primer Congreso Nacional sobre Protesta Social, Acción Colectiva y Movimientos Sociales en Argentina*, 2009.
- THOMPSON, E. P. *A formação da classe operária inglesa* (tomos I, II e III). Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1993

TOPALOV, C. « Invention du chômage et politiques sociales au début du siècle ». *Les temps modernes*, n° 496-497, novembre-décembre, 1987

TOURAINÉ, A. *Les voix et le regard*. Paris: Seuil, 1978.

ZIBECHI, R. *Genealogía de la revuelta. Argentina: la sociedad en movimiento*. La Plata, Argentina: Letra Libre; Montevideo, Uruguay: Nordan Comunidad, 2003.

ZIEGLER, A. « Chômage: la crise des années trente ». *Revue française des affaires sociales*, janvier-mars, 1980, pp. 177-208 ; avril-juin, 1980, pp. 171-207.